

Recherche médicale

# Le 3e Congrès international de la Société de chirurgie d'Afrique centrale à Libreville

R.H.A  
Libreville/Gabon

*Les travaux, qui s'achèvent demain, devraient permettre aux participants d'échanger leurs expériences à travers des communications.*

LE 3e Congrès international de la Société de chirurgie d'Afrique centrale (Socac) s'est ouvert hier à l'École d'application du service de santé militaire de Libreville, en présence notamment du président de la Socac, Dr Justino Obama Nve, du président de la Société gabonaise de chirurgie, le Pr François Ondo N'dong, qui est par ailleurs secrétaire général de la Socac, et d'éminents autres praticiens en provenance de la sous-région. Ces assises médicales, qui sont placées sous le haut patronage du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et qui doivent s'achever demain devraient permettre aux praticiens de confronter leurs expériences à travers des échanges enrichissants



Photo : JOE MANIANGA

Le Dr Doui-Doumgba lors de son exposé.

par le biais de plusieurs communications sur le thème principal "Les urgences chirurgicales traumatiques". La réflexion sur "la pathologie mini invasive et la pathologie tumorale" répond, d'après le président de la Socac, "au souci d'apporter les meilleurs soins possibles aux populations, en améliorant leurs échanges lors des sessions scientifiques". D'autant que selon lui, l'amélioration de l'accès aux soins chirurgicaux est essentielle, car la chirurgie peut traiter avec succès les simples blessures, accouchements et pathologies



Photo : JOE MANIANGA

Vue des officiels à l'ouverture des travaux.



Photo : JOE MANIANGA

Vue partielle de l'assistance venue essentiellement de la sous-région.

cancéreuses. Pour sa part, le Pr François Ondo Ndong s'est réjoui de ce que la capitale gabonaise abrite ces assises après N'djamena (Tchad)

en 2013 et Mongomo (Guinée équatoriale) en 2015. Il a précisé que "cet événement scientifique de grande envergure n'aurait pas eu lieu sans le soutien multiforme des plus hautes autorités du pays". Il a par ailleurs loué "le sens aigu du chef de l'État pour le développement de la science et l'épanouissement des Sociétés scientifiques de notre pays, pour le plus grand bien de nos populations". La cérémonie protocolaire d'ouverture a été précédée par une série de communications. Dans l'une d'elles, le Dr Doui-Doumgba de la République centrafricaine (RCA) a abordé la thématique des "lésions balistiques des membres : évaluation de notre prise en charge". Il s'est agi de présenter les résultats d'une étude prospective de 14 mois portant sur des blessés par arme de guerre présentant des lésions des membres. Une communication pertinente, qui a suscité un certain nombre de réactions de la part de ses confrères. La série de communications se poursuit aujourd'hui.

Ici et ailleurs

• Egalité des chances  
Pour un développement social inclusif



Photo : D.R

LE ministère de l'Égalité des chances, en partenariat avec l'Unicef, organise du 26 au 27 juillet 2017 (8h30), à l'hôtel Méridien de Libreville, un séminaire de renforcement des capacités consacré à "l'Égalité des chances pour un développement social inclusif". Il est placé sous le haut patronage du Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet.

•VIH  
Née séropositive, elle vit sans traitement

Une fillette sud-africaine, née séropositive, vit depuis presque neuf ans en bonne santé sans médicaments, après avoir simplement pris un traitement durant ses premiers mois d'existence, relate une étude publiée hier. Ces cas de rémission sans traitement à vie sont rares et encore inexplicables. Il s'agit seulement du 3e cas jamais observé chez un enfant, souligne cette étude, qui a été présentée à la Conférence internationale de recherche sur le sida à Paris.

•Sida  
Une injection comme ARV

Une injection par mois de traitement antirétroviral suffit à maintenir le virus du sida en sommeil, selon une étude publiée hier, une perspective qui pourrait soulager les personnes séropositives devant actuellement prendre un comprimé tous les jours leur vie durant. 230 patients porteurs du VIH mais avec une charge virale indétectable se sont vu injecter deux molécules d'antirétroviraux toutes les quatre semaines ou toutes les huit semaines pendant près de deux ans. A l'issue de cette période, 87% d'entre eux avaient toujours une charge virale indétectable dans le groupe qui a reçu une injection toutes les quatre semaines, et 94% chez ceux qui ont reçu une injection toutes les huit semaines.

Rassemblés par P.M.M

## Lutte contre la traite des enfants / Ouverture d'un Séminaire-atelier à l'intention des inspecteurs du travail hier

# " Former les hommes et les femmes qui mènent ce combat au quotidien "

F.B.E. M  
Libreville/Gabon

"BIEN que résiduel dans le secteur formel, le phénomène du trafic des enfants à des fins d'exploitation reste une réalité présente au Gabon et dans bien des ménages (...)" C'est le constat qu'a dressé hier le ministre du Travail, Eloi Nzondo, au moment où il a ouvert officiellement le Séminaire de renforcement de capacités des inspecteurs du travail sur la lutte contre le trafic des enfants à des fins d'exploitation. Un conclave qui s'achève aujourd'hui, et qui devrait permettre de mieux outiller ces acteurs de premier plan que sont les inspecteurs du travail, afin qu'ils "affrontent mieux les méthodes toujours plus insidieuses et néfastes des trafiquants". Le ministre Eloi Nzondo était accompagné pour l'occasion de son collègue de la Justice, chargé des droits humains, Alexis Boutamba, du représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) au Gabon, Jacques



Photo : F.B.E.M

Les officiels à l'ouverture du Séminaire-atelier, dont le ministre du Travail (micro). A sa droite, le ministre de la Justice. Photo de droite : Un aperçu des séminaristes...



Photo : F.B.E.M

Boyer, et du représentant de l'ambassade des États-Unis dans notre pays, le conseiller Diana Costa. Quant aux séminaristes, ils vont deux jours durant et grâce à la contribution des experts venus pour l'occasion, être familiarisés aux manifestations anciennes et nouvelles du trafic d'enfants, à l'arsenal juridique national et international qui encadre cette lutte et aux procédures prévues par la législation gabonaise. Si les personnalités présentes ont unanimement salué les efforts du Gabon, comme un des pays leader d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans la lutte contre la traite des enfants no-



Photo : F.B.E.M

...majoritairement composés d'inspecteurs du travail.

tamment pour son "cadre juridique idoine", elles ont aussi souhaité voir ces efforts consolidés par "la formation des hommes et des femmes qui mènent ce combat au quotidien". De même, elles ont appelé à une coopération transfrontalière sur la question. Car "la traite des enfants demeure un crime organisé et transnational aux multiples ramifications tant dans les pays d'origine des enfants que dans les pays de

transit et d'accueil", a ajouté pour sa part le représentant de l'Unicef au Gabon. Soulignons que les inspecteurs du travail participant à ce Séminaire viennent des provinces de l'Estuaire, de l'Ogooué-Lolo, du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime. Cette formation va se poursuivre dans les prochains jours à Lambaréné, avec cette fois les inspecteurs du travail exerçant dans le reste des provinces du pays. Ultime objectif : outiller tout le monde pour mettre fin à ce phénomène "qui n'a que trop duré", comme l'a laissé entendre hier le maître de cérémonie à l'ouverture des travaux.